

---

**De :** ABECASSIS Adrien  
**Envoyé :** dimanche 12 juillet 2015 13:09  
**À :** Secrétariat - Président; JOUYET Jean-Pierre; JOUYET Jean-Pierre - Secrétariat;  
LEGLISE-COSTA Philippe; MARTIN-LANG Sophie; FELTESSE Vincent; GANTZER  
Gaspard; RIPERT Claudine  
**Objet :** Point opinion Grèce

Bonjour,

Ci-dessous une actualisation opinion à partir des questions d'actualité et questions ouvertes du SIG :

**1. La crise actuelle fait l'objet d'une attention importante** (qui plus est en période de vacances) et **suscite des inquiétudes tant pour soi que pour son pays, la Grèce et l'avenir de l'Europe.**

La plupart ont **compris que la France se battait pour que la Grèce reste dans l'euro**, et **perçoivent le positionnement ni aligné sur l'Allemagne, ni trop "laxiste" avec la Grèce**. 43% pensent que notre position est *"relativement équilibrée"* (49% à gauche et 38% à droite); 21% pensent que nous sommes *"trop en faveur du gouvernement grec"* (un peu plus à droite : 30%); 33% *"trop proches de la position allemande"* (un peu plus à gauche : 37%).

Plus en détail, l'action de la France est **plutôt bien jugée, mais reste insuffisamment claire** :

- 67% pensent que nous *"agissons suffisamment pour que la Grèce reste dans la zone euro"* (71% à gauche) ;
- 55% pensent que nous pouvons *"peser dans les négociations"* (68% à gauche) ;
- 47% jugent que nous avons *"une position claire sur le sujet"* (39% au FdG et EELV, et 2/3 au PS) ;
- et 44% pensent que nous sommes *"à la hauteur des enjeux"* (pas si mauvais comparé aux jugements d'action habituels) - 60% à gauche et 33% à droite.

Dans les verbatims, règne une **confusion assez grande sur certains paramètres du débat** :

- **pourquoi exactement** veut-on que la Grèce reste dans l'euro : pour se faire rembourser sa dette, pour protéger notre économie, pour maîtriser les migrations, pour une certaine idée de l'Europe ? Toutes les hypothèses possibles sont avancées - sans qu'aucune ne nous soit explicitement attribuée.

- François Hollande **agit-il par conviction, calcul politique, ou parce qu'il n'a pas le choix** ?

Au PS, on rappelle les espoirs européens déçus depuis 2012.

À la gauche de la gauche, la position du PR est majoritairement saluée, même si certains y voient une hypocrisie (on laisse à l'Allemagne le soin de faire le sale boulot pour ne pas se fâcher avec les Grecs et l'extrême-gauche), ou un manque de courage (la médiation serait une capitulation déguisée).

A noter que, parmi ceux qui ne comprennent pas la position française, beaucoup voient cette crise comme révélateur des travers habituellement reprochés au Président (*"C'est opaque, Hollande est trop flou à ce niveau-là"* ; *Comme à son habitude il ménage tout le monde, ne veut pas se mettre mal, mais on ne prend pas de décision*" - PS)

- **Quelles conséquences** si la Grèce sort, qui sera le suivant, et cela fragilise-t-il la France ? (*"Nous-mêmes on est endettés donc on est mal placés, on n'est pas au top. Si on continue comme ça, on va être comme les Grecs"* - PS).

- N'en fait on pas trop pour aider les Grecs, **cet activisme se déploie-t-il au détriment des Français** ? (la France a déjà beaucoup de problèmes, commençons à balayer devant notre porte, etc.).

A noter que les moins inquiets des répercussions de la crise sont les plus enclins à trouver notre position équilibrée. Les autres ont davantage peur que nous prenions trop parti sans protéger d'abord nos propres intérêts.

Reste donc encore un besoin **d'expliquer, répondre aux questions, apaiser les craintes.**

## 2. Si les négociations réussissaient :

Cela pourrait être une victoire pour le PR car on sait qu'il s'investit, que la France est seule dans ce combat, et que l'opposition à laquelle il fait face est forte. Pour engranger pleinement les bénéfices, il faudrait toutefois:

- que la **lecture des conditions faites à la Grèce ne viennent pas fracturer la gauche** en présentant la France comme "complice" des souffrances imposées aux Grecs plutôt que sauveuse. La question **au centre du débat doit donc rester "a-t-on permis à la Grèce de rester dans l'euro"**, et non *"les conditions faites aux Grecs sont-elles trop ou pas assez dures ?"*.

L'équilibre peut se trouver entre ceux qui sont inquiets de l'état de nos finances et du risque de devoir payer pour les Grecs, et ceux qui considèrent que l'austérité imposée aux Grecs les anéantit. Sans doute pourrait-on mettre en valeur, dès l'accord conclu, les mesures s'attaquant aux privilèges (îles grecques, fraude fiscale, voire armée) et les "lignes rouges" que nous n'avons pas franchies (cf. argumentaires que l'extrême-gauche développe pour nous...).

- articuler une **vision de l'Europe et des valeurs** au nom desquelles la France s'est battue, pour **lever les soupçons sur la franchise du PR** et prouver que sa position ne lui a pas été imposée par les circonstances (une France trop endettée dans la main des créanciers, un Président obligé de ménager sa gauche en vue de 2017, etc).

Cela pourrait être l'occasion de refaire le récit de cette "réorientation" promise en 2012 et considérée comme un renoncement majeur à gauche.

- éviter de nourrir l'idée que le **couple franco-allemand** sort affaibli de cette crise, toujours anxiogène - ce qui n'empêche pas de faire le récit de positions de départ très différentes, que les Français ont vues. La **capacité à trouver un compromis à partir de positions opposées** est à la fois rassurant (l'Europe fonctionne) et valorisant pour la France (l'Allemagne n'impose pas tout).

## 3. Si les négociations échouaient :

ce serait le révélateur de la faiblesse de la France par rapport à l'Allemagne et la démonstration que l'Europe est "allemande" (vision purement économique et financière).

Dans un premier temps, les Français pourraient ne pas en tenir trop rigueur au PR (cela conforterait une image de l'Europe qu'ils sont déjà, et ils voient à quel point les négociations sont dures et que le couple exécutif fait tout pour obtenir une sortie par le haut), mais à moyen terme la trace sera très certainement profonde.

Il faudra en revanche très vite répondre aux inquiétudes immédiates :

- **quelles conséquences économiques pour moi / mon pays / la Grèce / la zone euro ?** Va-t-on devoir payer pour les Grecs (donc plus d'impôts) ?

Les Français sont inquiets des conséquences de cette crise pour la situation économique de la France (68%), et même pour leur propre situation personnelle (54%). Nul doute que ces craintes grimperaient encore.

- **quel avenir pour nous dans cette Europe ?** Il pourrait être difficile de réconcilier la gauche avec cette Europe, et encore plus de leur revendre une "réorientation". Si l'Europe actuelle est bien celle contre laquelle la gauche se bat depuis longtemps (Europe des banques, de l'austérité etc), que peut/veut encore faire le PR ?

Le récit s'imposera par ailleurs de lui-même d'un lent divorce du peuple avec l'Europe (referendum de 2005 ignoré, consultations populaires empêchées ou suivies de punitions...)

Dans ce cas-là des initiatives fortes seraient sans doute nécessaires pour montrer que, malgré tout, "quelque chose" a changé dans cette Europe./.